

Le 16 janvier 2016

M. Philippe Couillard, Premier ministre du Québec,
Madame Kathleen Weil, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre,

Toute la planète ressent les contrecoups des événements survenus à Cologne le 31 décembre 2015. L'indignation est d'autant plus forte qu'on a découvert que ces agressions sexuelles de masse avaient d'abord été cachées puis que des événements similaires étaient également survenus, et cachés, en Suède, en Finlande et dans d'autres villes allemandes.

Comme on dit, l'enfer est pavé de bonnes intentions et si on peut comprendre que les autorités veuillent éviter de susciter la xénophobie et le racisme, on doit bien constater que la vérité, même si elle est déplaisante, doit être dite. Et la vérité, c'est que des immigrants et des réfugiés ont attaqué des femmes, les ont intimidées. Si les agressions sexuelles sont une plaie universelle, les agressions de Cologne sont différentes par leur caractère organisé qui vise à semer la peur et à renvoyer les femmes dans leurs chaumières. C'est un *modus operandi* privilégié des islamistes, - on pense par exemple à des événements semblables survenus au Caire et à Tunis - et donc clairement un geste politique et terroriste que nous dénonçons fortement.

Les femmes sont toujours les premières à subir les retombées des problèmes sociaux quels qu'ils soient – et en temps de guerre plus que jamais : viols, mauvais traitements, etc. Le silence complice de la police et des autorités est par conséquent une trahison de leur devoir de protection à l'endroit des femmes qui fait craindre à beaucoup d'entre nous que ces agressions, ces «*taharrush gamea*», le nom qu'on donne à ce harcèlement sexuel collectif dans les pays arabes, se reproduisent un peu partout, aidées par ce silence complice des bien-pensants.

Au Canada et au Québec, pays des accommodements religieux et du multiculturalisme, les femmes risquent là encore de faire les frais de cette complaisance des autorités à l'endroit des immigrants qui commettent des agressions. Parce que le silence autour des agressions quotidiennes, «ordinaires», pourrait être encore plus tonitruant si les agresseurs sont des immigrants, toujours au nom de la compassion.

Au moment où le Québec revoit sa Loi sur l'immigration (PL77), nous demandons au gouvernement de s'engager à prendre toutes les mesures pour garantir la protection des femmes et pour cela, il doit notamment informer et former les nouveaux arrivants sur le droit à l'égalité des femmes au Québec et au Canada.

Ce n'est pas faire injure aux réfugiés et aux immigrants que de prendre acte de ces différences culturelles et de mettre en place les moyens de les informer adéquatement de ce que l'égalité entre les hommes et les femmes signifie dans le concret. Bien au contraire, un discours clair et cohérent sur le droit à l'égalité ne pourra que favoriser leur intégration à la société d'accueil et ce, pour le plus grand bien de tous et de toutes.

Merci de votre attention,

Les membres du conseil d'administration de PDF Québec (Pour les droits des femmes du Québec

Michèle Sirois, présidente

Diane Guilbault, vice-présidente

Lyne Jubinville, trésorière

Ghislaine Gendron, secrétaire

Fernanda Bonatti-Fidelis

Leila Lesbet

Salimata Sall

Sophie Stanké

Andrée Yanacopoulo